

Les pays membres de l'OCDE sont très préoccupés par la politique américaine en matière de taux d'intérêt. Cette préoccupation ne se limite pas uniquement à ces pays, elle existe également aux États-Unis. Le président du Federal Reserve System s'est dit très inquiet des déficits que le gouvernement accumule et de la hausse des taux d'intérêt. Tous les pays du monde sont aux prises avec ces problèmes. Le député devrait le reconnaître.

LE PROGRAMME DE PROTECTION DES TAUX HYPOTHÉCAIRES

M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody): Monsieur le Président, ma question s'adresse également au ministre d'État aux Finances et concerne les effets que l'escalade des taux d'intérêt exerce sur l'industrie du bâtiment et sur l'emploi. Après vingt ans d'expérience acquise dans cette industrie, je sais que chaque mise en chantier représente 2.5 emplois, et les mises ont chuté en 1984. Les constructeurs petits ou gros ont perdu presque tout leur avoir en deux ans et demi de dépression, comme dit le ministre des Finances, et ils ne tiennent plus que grâce à des prêts renouvelables. Donc, est-ce que le ministre va nous dire pourquoi le programme de stabilisation des intérêts, le programme de protection des taux hypothécaires annoncé il y a trois mois est si long à venir? Pourquoi le gouvernement attend-il, quand il sait qu'avec sa politique de déficit budgétaire le taux d'intérêt devait fatalement monter en flèche?

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député se souviendra peut-être que le ministre des Finances a dit ici à plusieurs reprises que le régime de protection des taux hypothécaires sera présenté à la Chambre prochainement. Le député se souvient peut-être également que dans son budget de février, le ministre a affirmé que pour mener à bien ce programme novateur il devra consulter le secteur privé. Étant donné nos habitudes de secret budgétaire, il n'était pas impossible évidemment de procéder à ces consultations avant que le budget soit déposé. Pourtant, il a été dit qu'il faudrait consulter les entrepreneurs, les agents hypothécaires, les consommateurs et divers établissements intéressés, afin de mettre au point les détails du programme. Ces consultations se poursuivent. Je suis heureux de dire qu'elles sont constructives et positives, et j'ai toute confiance qu'elles vont aboutir dans un bref délai. Je répète que le ministre des Finances a dit à diverses reprises qu'il allait présenter sous peu le projet de loi en question.

M. St. Germain: Monsieur le Président, quelles que soient les consultations, ces secteurs sont voués à la disparition, parce qu'il ne restera plus de secteur privé. Avec 15 ou 16 p. 100 de taux d'intérêt, monsieur le Président, on ne peut pas vendre de maisons, et il ne restera plus d'industrie du bâtiment.

LA HAUSSE DES TAUX D'INTÉRÊT HYPOTHÉCAIRES

M. Gerry St. Germain (Mission-Port Moody): Monsieur le Président, il y a eu 179,000 mises en chantier en 1983, et le chiffre désaisonnalisé prévu pour 1984 est de 126,000. Dans ces conditions, est-ce que le gouvernement a des projets ou des plans d'urgence pour pallier ces 15 et 16 p. cent de taux d'intérêt hypothécaire? Je crois savoir que le taux a monté d'environ un demi pour cent aujourd'hui.

Questions orales

L'hon. Roy MacLaren (ministre d'État (Finances)): Monsieur le Président, le député ne semble pas tenir compte du fait que le plan de protection des taux hypothécaires est rétroactif au 1^{er} mars dans le cas des nouvelles hypothèques et des hypothèques renouvelées. Il devrait comprendre que lorsque le projet de loi sera présenté à la Chambre, il aura comme les autres députés toute possibilité de donner son avis. Mais il faudrait qu'il comprenne que cette mesure législative est entrée en vigueur le 1^{er} mars de cette année.

LA HAUSSE DU TAUX D'ESCOMPTE DE LA BANQUE DU CANADA

M. Nelson A. Riis (Kamloops-Shuswap): Monsieur le Président, en l'absence du ministre des Finances, je voudrais poser ma question au très hon. premier ministre. Il nous a entendus dire il y a quelques instants que le taux de la banque centrale avait augmenté de plus de 0.5 p. 100 et qu'il dépassait maintenant 11.5 p. 100. Le taux des bons du Trésor venant à échéance dans six mois a maintenant atteint 12.5 p. 100, ce qui veut dire que le taux préférentiel au Canada augmentera d'ici quelques jours pour les propriétaires de maisons, les agriculteurs, les petits exploitants et ainsi de suite.

Cette tendance à la hausse se manifeste depuis quelques semaines déjà, mais le ministre des Finances s'obstine à nous dire qu'il ne peut rien faire, qu'il est essentiellement un eunuque financier et qu'il doit attendre de voir ce que fera Paul Volker aux États-Unis. Le premier ministre du Canada nous dira-t-il aujourd'hui s'il convient que le ministre des Finances du gouvernement du Canada ne puisse rien faire pour empêcher les taux d'intérêt de continuer à augmenter?

Le très hon. P. E. Trudeau (premier ministre): Monsieur le Président, je n'accepte certainement pas les termes employés par le député. Il a parlé de changements apportés hier et aujourd'hui aux taux d'intérêt. S'il examine les réponses que vient de donner le ministre d'État chargé des Finances, il verra que celui-ci a répondu de façon très compétente à sa question. Ce que les députés d'en face semblent oublier, c'est que pour emprunter à un taux d'intérêt raisonnablement faible, il faut trouver des prêteurs disposés à prêter leur argent à un taux d'intérêt peu élevé. Cela veut dire des épargnants canadiens qui acceptent de prêter leur argent à un taux sensiblement inférieur à ce qu'ils pourraient obtenir de l'autre côté de la frontière à New York. J'ignore combien il y a de prêteurs qui, par esprit de nationalisme, acceptent de prêter leur argent aux Canadiens à un taux inférieur à ce qu'ils peuvent obtenir aux États-Unis. Je ne veux pas blâmer les États-Unis pour nos problèmes. Je veux simplement expliquer une caractéristique évidente des marchés financiers internationaux.

Des devises de tous les pays du monde, y compris du Canada, ont été investies aux États-Unis ces dernières années à partir du moment où les Américains ont eu des taux d'intérêt très élevés. C'est à cause de cela que le dollar canadien, le mark, le yen et toutes les autres monnaies, y compris les plus fortes, ont perdu de la valeur par rapport au dollar américain. Soit dit en passant, le dollar canadien a moins baissé que toutes ces autres devises. Ce n'est pas tellement compliqué, monsieur le Président.